

La liberté de la presse vit des heures noires en Inde

Le sort des journalistes et leur liberté de mouvement se détériorent sous le gouvernement des nationalistes hindous dirigé depuis 2014 par le Premier ministre Narendra Modi.

REPORTAGE

NEW DELHI
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Il zigzague à vélo dans les rues désertes de la capitale qui s'éveille. De maison en maison, Raju apporte aux habitants de Delhi les nouvelles de la course du monde. A chaque arrêt, il roule un journal et, d'un savant coup de poignet, il le lance de la rue sur le balcon des appartements. Ils sont ainsi huit hommes à se répartir trois pâtés de maisons d'un quartier de Delhi, soit 1.500 clients, pour distribuer le journal entre 6 h 15 et 7 h 15. Deepak Satya, et avant lui son père, dirige cette petite équipe et jure que la demande est loin de faiblir. « Les Indiens aiment lire le journal, commente-t-il. Ils apprécient cette vision d'ensemble. » Et si la popularité de la presse indienne et de ses dizaines de millions de journaux vendus chaque jour ne cesse de croître, la réalité du journalisme est de plus en plus sombre.

« Discours de haine »

Confrontée à des actes d'intimidation, de harcèlement et de violence, la profession est en proie à un malaise croissant. Le gouvernement des nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien), dirigé depuis 2014 par le Premier ministre Narendra Modi, a favorisé l'émergence d'un climat où la critique est suspecte. « L'Inde traverse une variante agressive du maccarthysme contre les médias », estime Pranjoy Roy, cofondateur de la chaîne d'informations NDTV. L'un de ses journalistes, Ravish Kumar, subit ainsi une véritable campagne de haine sur les réseaux sociaux. Tout comme la journaliste Rana Ayyub, victime de menaces qui culminent dans la violence et la misogynie. Elle est l'auteur d'une enquête publiée en 2016 sur le rôle de Narendra Modi dans les émeutes antimusulmanes qui ont fait près de 2.000 morts en 2002 au Gujarat. De fausses déclarations lui ont été attribuées sur les réseaux sociaux et ont provoqué des réactions allant jusqu'à l'appel au viol et au meurtre. « Ce harcèlement auquel je fais face est un nouvel

ordre de tyrannie », a dénoncé Rana Ayyub. Fin mai, les Nations unies ont appelé à l'Inde son obligation de la protéger. L'organe de presse *The Editors Guild of India* a surenchéri en demandant aux autorités de « faire preuve d'un sens plus aigu de l'urgence » pour protéger les journalistes menacés.

Car la liste est longue et la méthode des attaques sur Internet se généralise. Journalistes et intellectuels ciblés sont souvent réfractaires à « l'hindutva », la doctrine de la suprématie hindoue dont le BJP est issu. « Les discours de haine envers les journalistes sont relayés et amplifiés sur les réseaux sociaux, souvent par des armées de trolls à la solde du Premier ministre Narendra Modi », alerte Reporters sans frontière (RSF). Cette année, RSF a fait chuter l'Inde à la 138^e place sur 180 pays sur le baromètre de la liberté de la presse. Un classement aussitôt rejeté par les autorités indiennes.

Enquêtes dangereuses

Ce sont dans les campagnes que se jouent les enquêtes à hauts risques. Pour de maigres salaires, les journalistes de l'Inde rurale tentent parfois de révéler affaires de corruption et injustices. En mars, trois d'entre eux sont morts dans des circonstances troublantes. Au Madhya Pradesh, le reporter Sandeep Sharma a été écrasé par un camion, après avoir révélé le trafic des mafias de l'extraction de sable. Au Bihar, deux reporters, Navin Nishchal et Vijay Singh du quotidien *Dainik Bhaskar*, ont eux aussi été percutés sur une route. L'Inde, qui projette l'image apaisante d'une grande démocratie, est ainsi l'un des pays où meurent le plus grand nombre de journalistes. Au moins dix journalistes ont été assassinés depuis 2015. Le phénomène n'est pas nouveau : en 25 ans, 41 journalistes indiens ont été tués. Mais les actes de violence augmentent et restent généralement impunis.

Avec l'avènement des nationalistes hindous, des sections fondamentalistes ont débridé leurs propos et leurs actions. Les attaques se multiplient à l'en-

contre de leurs opposants. En septembre 2017, la journaliste Gauri Lankesh a été assassinée à Bangalore, après avoir fait l'objet d'une campagne de haine pour avoir dénoncé l'hégémonie hindoue et la condition des femmes dans les basses castes. Le politicien Amit Malviya, qui gère la communication du BJP sur les réseaux sociaux, avait même précédemment salué une procédure en diffamation contre Gauri Lankesh. D'après l'enquête de la police, ce meurtre a été perpétré par le fondateur du groupe d'extrême droite Hindu Yuva Sena, lié aux mouvances fondamentalistes hindoues.

Les forces de « l'hindutva » ciblent tout propos « antinational », c'est-à-dire, pour résumer, hostile à Narendra Modi. Elles s'en prennent aux minorités, aux milieux culturels et universitaires, et aux médias. L'exercice du journalisme devient doublement délicat dans les zones de conflit où le nationalisme est ultra-sensible. C'est le cas du Cachemire, théâtre d'une insurrection contre New Delhi, ou encore du sud du Chhattisgarh, où une guérilla maoïste prétend défendre les terres des aborigènes face à l'implantation des compagnies minières. Dans ces deux régions,

le reporter peine à relayer les exactions des forces de l'ordre contre les populations civiles. A cela s'ajoute une vieille loi « anti-sédition » réintroduite en 2014 qui punit toute activité « antinationale ». La dernière victime en est le journaliste Kamal Shukla, du Chhattisgarh, pour avoir posté sur Facebook un dessin « antinational ».

Modi fuit la presse

« Le gouvernement actuel est particulièrement intolérant envers ceux qui sont en désaccord avec lui », lâche Pranjoy Gulha Thakura. Il pèse ses mots, lui qui a été le rédacteur en chef du *Economic and Political Weekly*. Comme certains de ses confrères, il a dû démissionner face aux pressions. Il avait publié un article sur l'évasion fiscale du conglomérat Adani. La procédure en diffamation est ainsi utilisée à tour de bras face aux articles défavorables au pouvoir. Le site *The Wire* en a fait les frais en révélant que l'ascension du BJP et de son président Amit Shah avait profité au fiston de ce dernier, Jay Shah.

Les autorités ne cachent pas leur intention d'encadrer les médias. En avril, le Premier ministre a tenté d'introduire une loi « anti-fake news », perçue comme un moyen de museler la presse. Par ailleurs, le fait que certains groupes de presse appartiennent à des industriels proches du pouvoir ou soient financés par leur publicité ne participe pas à l'indépendance du journalisme.

Face à un climat qui diabolise le journaliste, certaines plumes choisissent de s'autocensurer. D'autres, à l'inverse, deviennent très engagés. D'autres encore se mettent à la botte du nationalisme hindou. Ces enjeux ne devraient pas s'atténuer, alors que l'Inde va se rendre aux urnes l'an prochain. Le candidat favori est déjà Narendra Modi, qui incarne la méfiance viscérale des nationalistes hindous envers les journalistes. Lui n'a jamais bravé l'arène d'une conférence de presse depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2014. Il préfère s'exprimer sur son compte Twitter, l'un des plus suivis au monde. ■

VANESSA DOUGNAC

EN CHIFFRES

63

C'est le plus grand marché au monde avec près de 63 millions de journaux vendus chaque jour

8.000

Le nombre de titres - près de 8.000 - ne fait qu'augmenter

39 %

Le lectorat est au rendez-vous : 39 % des Indiens de plus de 12 ans lisent le journal

60 %

L'augmentation de la vente des quotidiens en dix ans a augmenté de 60 %

1.000

Le nombre de quotidiens pour la presse en hindi

250

Le nombre de quotidiens de la presse anglophone

4,5

La contrainte des revenus publicitaires, qui devraient atteindre 4,5 milliards de dollars en 2021, influence les lignes éditoriales